



MARCHÉS ET ACCORDS-CADRES

ATTRI1

ACTE D'ENGAGEMENT

En cas de candidature groupée, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

A – Objet de l'acte d'engagement.

▪ Objet de l'accord-cadre :

ACCORD-CADRE N°2023-10 RELATIF A LA FOURNITURE, LA DELIVRANCE DE CERTIFICATS ELECTRONIQUES ET L'ASSISTANCE UTILISATEURS

▪ Cet acte d'engagement correspond :

(Cocher les cases correspondantes.)

1. ☒ à l'ensemble du marché public ;

2. ☒ avec la (ou les) prestation(s) supplémentaire(s) suivante(s) :

☒ PSE 1 : Fourniture de certificats personnes physiques qualifiés RGS/eIDAS avec signature qualifiée ;

☐ PSE 2 : Fourniture de certificats par le titulaire avec face à face et délivrance à distance

B – Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.

B1 – Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement soumissionnaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

☒ **Le Signataire**

Nom :	GASCH
Prénom :	Stéphane
Qualité :	Directeur Général

Courriel réservé aux échanges dématérialisés pendant l'exécution de l'accord-cadre :
partenaires@chambersign.fr

Le prestataire individuel ou mandataire du groupement ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

Raison sociale :	CHAMBERSIGN FRANCE
Adresse :	Siège social : 8 RUE PIERRE BROSSOLETTE 92300 LEVALLOIS-PERRET Adresse de l'établissement d'exécution des prestations : Le cours du midi, 10 quai Verdun Rambaud 69002 LYON
Téléphone :	04 81 91 81 74
Courriel :	partenaires@chambersign.fr
Numéro SIRET :	SIRET siège social : 433702479 00059 SIRET Lyon : 433702479 00042
Code NAF/APE :	71.20B

- Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre, présentées au cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et conformément à leurs clauses :

Le signataire :

☐ s'engage, sans réserve, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☒ engage, sans réserve, la société CHAMBERSIGN France (SAS) , sur la base de son offre ;

Adresse Siège social :

8 RUE PIERRE BROSSOLETTE 92300 LEVALLOIS-PERRET

Adresse de l'établissement d'exécution des prestations :

Le cours du midi, 10 quai Verdun Rambaud 69002 LYON

Adresse électronique : partenaires@chambersign.fr

Numéros de téléphone et de télécopie : T. 04 81 91 81 74 / Fax : 04 81 91 81 89

Numéro SIRET: SIRET siège social : 433702479 00059 / SIRET Lyon : 433702479 00042

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sans réserve, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

- **à exécuter les prestations demandées** aux prix présentés au bordereau des prix unitaires applicable à l'accord-cadre , exprimées en euro suivant les conditions économiques du mois de remise des offres (dit mois 0), conformément aux clauses et conditions des documents contractuels décrits au CCAP.

Le présent contrat, sans montant minimum mais avec un montant maximum par période, est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande suivant les articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande est réalisée par chacun des membres identifiés de la Centrale d'achat suivant les prix présentés au bordereau des prix unitaires de chacun des lots, selon ses besoins.

L'offre ainsi présentée lie le prestataire pour une durée de 120 jours (4 mois) à compter de la date limite de remise des offres.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
Raison sociale : Adresse : Téléphone : Courriel : Numéro SIRET : Code NAF/APE :		
Raison sociale : Adresse : Téléphone : Courriel : Numéro SIRET : Code NAF/APE :		

B3 – Sous-traitants

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre pourra s'effectuer sous réserve du respect des dispositions prévues au code de la commande publique.

Désignation des sous-traitants prévus à l'accord-cadre

➤ 1^{er} sous-traitant :

Nature des prestations sous-traitées .
Montant ou pourcentage des prestations sous traitées € HT ou %
soit € TTC

➤ 2^{ème} sous-traitant :

Nature des prestations sous-traitées

Montant ou pourcentage des prestations sous traitées € HT ou %
soit € TTC

B4 – Fourniture des documents prévus par le code du travail

Le candidat retenu s'engage à fournir à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'au terme du contrat, les documents prévus à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

B5 – Lutte contre le travail dissimulé

Une pénalité contractuelle peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du bon de commande sans toutefois pouvoir excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'acheteur pourra soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat sans indemnités, aux frais et risques du cocontractant.

B6 – Résiliation en cas d'inexactitude des renseignements

Le marché est résilié en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le candidat retenu concernant sa situation sociale, fiscale, judiciaire et pénale, à ses torts exclusifs.

C – Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre et les délais d'exécution sont prévus à l'article 2 du CCAP.

L'accord cadre est reconductible : ☐ NON ☒ OUI

Délai d'exécution en période électorale :

En période électorale, et au maximum 2 mois après les élections, afin de répondre au plus tôt aux besoins de nouveaux élus notamment, le Titulaire s'engage sur un délai global de réalisation du face à face et/ou de délivrance du certificat optimisé, à compter de la validation de la commande (dossier complet) de :

8 jours

D – Prix

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires.

Le montant maximum de l'accord-cadre par période est défini comme suit :

Période	Durée	Montant minimum	Montant maximum
1	12 mois	Sans	270 000.00 € HT

Le montant maximum sera reconduit à l'identique pour chaque période de renouvellement du contrat.

E – Paiement

E1 – Compte(s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal et compléter.)

Les modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre sont spécifiées au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert ci-après :

▪ Nom de l'établissement bancaire :
 CIC RHONE CENTRE ENTREPRISES, 8 RUE DE LA REPUBLIQUE, 69001 LYON

▪ Numéro de compte :
 00043336003

▪ IBAN :
 FR76 1009 6185 0500 0433 3600 330

E2 – Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique):

Zone à compléter par le candidat :

Le candidat (contractant unique ou mandataire) déclare :

☒ Renoncer à percevoir ☐ Accepter de percevoir

Groupement :

Le cotraitant déclare :

Cotraitant 1	<input type="checkbox"/> Renoncer à percevoir	<input type="checkbox"/> Accepter de percevoir
Cotraitant 2	<input type="checkbox"/> Renoncer à percevoir	<input type="checkbox"/> Accepter de percevoir
Cotraitant 3	<input type="checkbox"/> Renoncer à percevoir	<input type="checkbox"/> Accepter de percevoir

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande.

F – Signature électronique du marché par le soumissionnaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.

F1 – Signature de l'accord-cadre par le soumissionnaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature électronique
Stéphane GASCH Directeur Général	Lyon le 11/12/2023	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F2 – Signature de l'accord-cadre en cas de groupement :

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature électronique

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Les dispositions strictement applicables en matière de signature électronique figurent dans le guide « Dématérialisation des réponses » annexé au règlement de consultation.

G– Identification et signature de l'acheteur.

Après cosignature électronique, la notification par voie électronique de l'ATTRI1 au titulaire vaut acceptation de son offre.

▪ Désignation de l'acheteur :

MÉGALIS BRETAGNE

Syndicat mixte de coopération territoriale

Zac des champs blancs

15, rue Claude Chappe – Bâtiment B

35510 CESSON SEVIGNE

Téléphone	:	02.99.12.51.55
Profil acheteur	:	https://www.megalis.bretagne.bzh
Adresse internet	:	https://marches.megalis.bretagne.bzh

- Nom, prénom, qualité du signataire de l'accord-cadre :

Le Président du Syndicat mixte de coopération territoriale Mégalis Bretagne ou son délégué dûment habilité, Monsieur Patrick MALFAIT, Directeur général du Syndicat mixte de coopération territoriale Mégalis Bretagne.

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) : :

Le Président ou son délégué dûment habilité Monsieur Patrick MALFAIT, Directeur général du Syndicat mixte de coopération territoriale Mégalis Bretagne.

- Désignation, adresse du comptable assignataire :

Comptable assignataire de chaque organisme passant les commandes et chargé de leur règlement.

- Imputation budgétaire :

Le financement des dépenses est assuré par les fonds propres de chaque membre bénéficiaire identifié de la Centrale d'achat.

Pour le Syndicat Mixte Mégalis Bretagne agissant en tant que Centrale d'Achat,

A, Cesson-Sévigné

MEGALIS BRETAGNE
Le syndicat mixte de coopération territoriale,
Pour le président du syndicat et par délégation,
Le Directeur général,

Signature électronique

Patrick MALFAIT.